

COMMISSION PARITAIRE POUR EMPLOYES DE L'INDUSTRIE CHIMIQUE

**CCT DU 5 AOUT 2010 INSTAURANT UN REGIME DE PENSION
COMPLEMENTAIRE SECTORIEL POUR LES EMPLOYES DE L'INDUSTRIE
CHIMIQUE**

Article 1^{er} Définitions

Neerlegging-Dépôt: 18/08/2010
Regist.-Enregistr.: 24/08/2010
N°: 101256/CO/207

Pour l'application de la présente CCT on entend par :

- a) *Régime de pension complémentaire sectoriel*: le régime de pension instauré par cette CCT.
- b) *Employés* : les employés et employées des Employeurs ressortissant à la Commission paritaire n° 207 pour employés de l'industrie chimique.
- c) *CCT* : convention collective de travail.
- d) *FSE* : le fonds de sécurité d'existence du régime sectoriel de pension des employés de l'industrie chimique, dont le siège se trouve à 1030 Bruxelles, Boulevard Auguste Reyers 80, deuxième étage.
- e) *BCSS* : la Banque Carrefour de la Sécurité sociale.
- f) *Entreprise* : entité juridique.
- g) *Régime de pension d'entreprise* : le Régime de pension complémentaire qui s'applique au niveau de l'entreprise chez l'Employeur.
- h) *CP* : la commission paritaire n° 207 pour employés de l'industrie chimique.
- i) *Règlement* : le règlement du Régime de pension complémentaire sectoriel pour l'industrie chimique qui est joint en annexe à cette CCT et en fait partie intégrante.
- j) *ONSS* : Office national de Sécurité sociale.
- k) *LPC* : la Loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale.

- 1) *Employeur* : employeur ressortissant à la CP. La notion d'employeur se réfère à l'entité juridique et non à l'unité technique d'exploitation.

Article 2 Champ d'application

2.1.

La présente CCT s'applique aux Employeurs et aux Employés, à l'exception des Employeurs et des Employés visés aux articles 2.2. et 2.3. ci-dessous.

2.2.

La présente CCT ne s'applique pas aux Employeurs et à leurs Employés qui prouvent de la manière prévue à l'article 3 de la présente CCT qu'au 1^{er} janvier 2011 tous les Employés visés par le Régime de pension complémentaire sectoriel, sont soumis à un ou plusieurs régimes de pension d'entreprise qui sont équivalents ou meilleurs que le Régime de pension complémentaire sectoriel.

L'équivalence est contrôlée comme suit :

- L'équivalence est contrôlée par Entreprise.
- L'équivalence est contrôlée au niveau du Règlement de pension.
- L'équivalence est contrôlée en comparant, pour un affilié occupé à temps plein :
 - d'une part, les réserves acquises prévues du Régime de pension d'entreprise après 15 ans d'affiliation et, d'autre part, les réserves acquises prévues du Régime de pension complémentaire sectoriel, compte tenu d'une contribution de 57,41 euros par trimestre, d'un rendement de 3,25% l'an et des frais de gestion imputés dans le Régime de pension complémentaire sectoriel, et
 - d'une part, le capital de pension prévu du Régime de pension d'entreprise à l'âge final, et d'autre part, le capital de pension prévu du Régime de pension complémentaire sectoriel, compte tenu d'une contribution de 57,41 euros par trimestre, d'un rendement de 3,25% l'an et des frais de gestion imputés dans le Régime de pension complémentaire sectoriel.

L'équivalence est exclusivement contrôlée au moyen des critères définis ci-dessus, à l'exclusion de tout autre critère de contrôle éventuel (comme, par exemple, les différences relatives à l'âge minimum d'affiliation, la durée minimale pour l'obtention des droits acquis, ...).

2.3.

La présente CCT ne s'applique pas non plus aux Employeurs :

- créés après le 1^{er} novembre 2010 comme filiale (commune) ou issus de restructurations, fusions, scissions ou reprises, et dont une partie ou une entreprise soeur déjà avant cet événement, ne tombait pas dans le champ d'application de la CCT (pour l'application de cet article, les termes « restructurations, fusions, scissions ou reprises » sont interprétés dans un sens large) ; et,
- qui prouvent de la manière prévue à l'article 3 de la présente CCT que tous les Employés qui sont visés par le Régime de pension complémentaire sectoriel sont soumis à un ou à plusieurs régimes de pension d'entreprise qui sont équivalents ou meilleurs que le Régime de pension complémentaire sectoriel.

L'équivalence est contrôlée de la même manière que celle prévue à l'article 2.2.

Article 3 Déclaration et Attestation

3.1.

L'Employeur visé à l'article 2.2. qui souhaite rester en dehors du champ d'application de la présente CCT et qui souhaite donc être exempté de la participation au Régime de pension complémentaire sectoriel, envoie au FSE, avant le 1^{er} novembre 2010, par courrier recommandé, une déclaration et une attestation conformes au modèle en annexe, à l'adresse : Boulevard Auguste Reyers, 80, 2^{ème} étage, à 1030 Bruxelles. La date du cachet de la poste faisant foi.

3.2.

L'Employeur visé à l'article 2.3. qui souhaite rester en dehors du champ d'application de la présente CCT et qui souhaite donc être exempté de la participation au Régime de pension complémentaire sectoriel, envoie au FSE, dans les 3 mois suivant l'événement, par courrier recommandé, une déclaration et une attestation conformes au modèle en annexe, à l'adresse : Boulevard Auguste Reyers, 80, 2^{ème} étage à 1030 Bruxelles. La date du cachet de la poste faisant foi.

3.3.

Cette déclaration et cette attestation doivent être correctement et complètement remplies, datées et signées par, respectivement, l'Employeur et l'actuaire désigné de l'organisme de pension de l'Employeur.

A défaut de transmission de cette déclaration et de cette attestation dans le délai imparti et selon les modalités précisées ci-dessus, l'Employeur est supposé avoir définitivement opté pour l'adhésion au Régime de pension complémentaire sectoriel.

L'Employeur transmettra, sur simple demande du FSE, toutes les données devant permettre au FSE de contrôler l'exactitude des données attestées.

Article 4 Objectif

4.1.

La présente CCT est conclue en exécution de l'article 6 de la CCT relative à l'Accord national 2009-2010 conclue au sein de la CP le 1^{er} avril 2009. Les Parties reconnaissent que cette CCT contient une exécution correcte et complète de l'article 6 de la CCT du 1^{er} avril 2009.

4.2.

La présente CCT a pour unique objectif d'instaurer le Régime de pension complémentaire sectoriel et d'en fixer les règles.

4.3.

Les droits à la pension complémentaire sont fixés conformément au Règlement.

Article 5 L'opting out n'est pas prévu

La CP n'utilise pas la possibilité, prévue à l'article 9 de la LPC, de permettre aux Employeurs d'organiser eux-mêmes l'exécution du Régime de pension complémentaire sectoriel via un Régime de pension d'entreprise.

Article 6 L'organisateur

Le FSE est désigné et mandaté comme organisateur du Régime de pension complémentaire sectoriel.

Article 7 Assurance-groupe et l'Organisme de pension

Le Régime de pension complémentaire sectoriel est exécuté via une assurance-groupe souscrite par l'organisateur.

Article 8 Perception des contributions de pension

8.1.

La contribution de pension, telle que définie dans le Règlement, sera perçue par l'ONSS et sera transférée à l'organisateur dans les délais prévus dans la convention que l'organisateur conclura avec l'ONSS.

La cotisation de sécurité sociale (8,86%) due sur cette contribution de pension sera également perçue par l'ONSS.

8.2.

L'organisateur transfèrera sans délai à l'organisme de pension la contribution de pension ainsi perçue, diminuée, le cas échéant, des frais de gestion ou autres dus par l'organisateur.

8.3.

Si les sommes présentes dans le fonds de financement collectif ne suffisent pas à financer la différence entre, d'une part, les sommes versées par l'ONSS et, d'autre part, le coût des droits de pension devant être portés sur le compte individuel de pension en fonction des données relatives à l'emploi et la rémunération, le montant net versé et capitalisé sur le compte

individuel de pension sera réduit afin de générer suffisamment de capitaux pour le fonds de financement.

Article 9 Effets dans le temps du Régime de pension complémentaire sectoriel

En exécution de cette CCT, le Régime de pension complémentaire sectoriel entre en vigueur le 1^{er} janvier 2011.

Article 10 Circonstances externes

S'il apparaît que la législation, la jurisprudence ou d'autres circonstances externes conduisent à une modification du coût global lié à l'exécution de la présente CCT, les signataires s'engagent à conclure une CCT adaptant le règlement de pension de manière à maintenir un budget global équivalent.

Article 11 Durée et modalités de dénonciation de la présente CCT

La présente CCT entre en vigueur le 5 août 2010 et est conclue pour une durée indéterminée.

La présente CCT peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de six (6) mois, notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la CP.

Annexes faisant partie intégrante de la présente CCT :

- 1. Règlement du Régime de pension complémentaire sectoriel pour l'industrie chimique ;*
- 2. Modèle de Déclaration et d'Attestation hors champ d'application telles que visées à l'article 3.1. de cette CCT ;*
- 3. Modèle de Déclaration et d'Attestation hors champ d'application, telles que visées à l'article 3.2. de cette CCT.*

**RÈGLEMENT DU RÉGIME SECTORIEL DE PENSION COMPLÉMENTAIRE
DE L'INDUSTRIE CHIMIQUE**

Table des matières

| | |
|--|---|
| Table des matières | 1 |
| 1 Objet..... | 2 |
| 2 Définition des notions..... | 2 |
| 3 Affiliation..... | 3 |
| 4 Allocation de pension et mode de fonctionnement..... | 3 |
| 4.1 Montant de l'allocation de pension..... | 3 |
| 4.2 Mode de fonctionnement de l'allocation de pension..... | 4 |
| 4.3 Rendement..... | 4 |
| 4.4 Participation bénéficiaire..... | 4 |
| 4.5 Paiement..... | 4 |
| 5 Versement à l'échéance | 4 |
| 5.1 Échéance normale..... | 4 |
| 5.2 Poursuite du travail après 65 ans (report de l'échéance) | 4 |
| 5.3 Versement anticipé | 5 |
| 6 Versement en cas de décès avant échéance | 5 |
| 7 Droits acquis de l'affilié sur les réserves..... | 5 |
| 8 L'affilié quitte le secteur avant l'échéance | 5 |
| 9 Mode de paiement | 5 |
| 10 Bénéficiaires..... | 6 |
| 10.1 Le bénéficiaire du versement à l'échéance | 6 |
| 10.2 Le bénéficiaire du versement en cas de décès | 6 |
| 11 Conséquences du non-paiement des allocations de pension | 6 |
| 12 Informations | 7 |
| 12.1 Le règlement de pension | 7 |
| 12.2 La fiche de pension..... | 7 |
| 12.3 Le rapport de gestion | 7 |
| 13 Fonds de financement..... | 7 |
| 14 Application de la loi sur la protection de la vie privée..... | 7 |
| 15 Modification du présent règlement..... | 8 |
| 16 Litiges et droit applicable..... | 8 |

1 Objet

L'engagement de pension a pour objectif de constituer un capital qui sera versé à l'affilié ou à ses ayants droit si l'affilié décède avant l'échéance prévue. À la demande du/des bénéficiaire(s), le capital peut être converti en une rente viagère.

Le présent règlement de pension définit les droits et obligations de l'organisateur, de l'organisme de pension, des employeurs, des affiliés et de leurs ayants droit. Il fixe en outre les conditions auxquelles ces droits peuvent être exercés.

Le présent règlement de pension fait partie de la convention collective de travail instaurant ce régime de pension.

2 Définition des notions

Un certain nombre de notions précises sont utilisées dans ce règlement. Pour l'application du présent règlement, on entend par :

L'organisateur

Le fonds de sécurité d'existence du régime sectoriel de pension des ouvriers de l'industrie chimique pour ce qui concerne la pension complémentaire des entreprises occupant des travailleurs sous le statut d'ouvrier.

Le fonds de sécurité d'existence du régime sectoriel de pension des employés de l'industrie chimique pour ce qui concerne la pension complémentaire des entreprises occupant des travailleurs sous le statut d'employé.

La convention collective de travail instituant le régime de pension

La convention collective de travail du 5 août 2010 instituant un régime sectoriel de pension complémentaire pour les ouvriers de l'industrie chimique.

La convention collective de travail du 5 août 2010 instituant un régime sectoriel de pension complémentaire pour les employés de l'industrie chimique.

L'entreprise

L'entreprise relevant du champ d'application de la convention collective de travail du 5 août 2010 instituant un régime sectoriel de pension complémentaire pour les ouvriers de l'industrie chimique concernant les travailleurs avec un statut d'ouvrier;

et

L'entreprise relevant du champ d'application de la convention collective de travail du 5 août 2010 instituant un régime sectoriel de pension complémentaire pour les employés de l'industrie chimique concernant les travailleurs avec un statut d'employé.

L'affilié

1. Le travailleur pour lequel l'organisateur a instauré un régime de pension et qui remplit les conditions d'affiliation au règlement de pension (également appelé l'« affilié actif »);
2. L'ancien membre du personnel qui continue à bénéficier de droits actuels ou différés, conformément au règlement de pension (également appelé le « dormant »).

L'organisme de pension

La société d'assurances avec laquelle les organisateurs ont conclu un contrat d'assurance groupe mettant en œuvre l'engagement de pension décrit dans le présent règlement.

La réserve acquise

Par « réserve acquise », on entend la réserve à laquelle l'affilié a droit à un moment donné, conformément au présent règlement de pension.

3 Affiliation

L'affiliation est obligatoire pour tous les travailleurs liés par un contrat de travail à un employeur auquel s'applique la convention collective de travail instituant ce régime de pension.

Sont toutefois exclus:

- les travailleurs liés par un contrat de travail intérimaire, comme prévu au chapitre II de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs ;
- les travailleurs liés par un contrat de travail conclu dans le cadre d'un programme spécifique de formation, d'insertion et de reconversion professionnelles organisé par ou avec le soutien des pouvoirs publics ;
- les travailleurs liés par des contrats de vacances, d'étudiant et les contrats FPI (formation professionnelle individuelle).

L'affiliation prend cours à la date à laquelle le travailleur remplit les conditions d'affiliation et au plus tôt le 1^{er} janvier 2011.

L'affilié transmettra, sur simple demande, les pièces justificatives et les renseignements manquants dont l'organisme de pension a besoin pour honorer ses obligations envers l'affilié ou ses ayants droit. Tant que les affiliés n'auront pas transmis ces pièces justificatives ou ces renseignements, l'organisateur et l'organisme de pension ne pourront pas remplir envers l'affilié leurs obligations liées à la pension complémentaire décrite dans le présent règlement. Le cas échéant, il ne peut être question d'une quelconque forme d'indemnisation ou d'intérêts de retard pour un éventuel paiement tardif des droits.

4 Allocation de pension et mode de fonctionnement de l'allocation de pension

4.1 Montant de l'allocation de pension

Les versements lors du départ à la retraite et en cas de décès prématuré avant l'échéance sont financés par des allocations de pension trimestrielles versées par l'entreprise, en faveur de l'affilié, à l'organisme de pension. L'ONSS est chargé de percevoir ces allocations de pension.

L'allocation de pension relative à un trimestre déterminé sera égale à 0,2297 % de la rémunération soumise à l'ONSS, avec un minimum de 57,41 EUR pour ce trimestre, pour chaque affilié employé pendant ledit trimestre.

Pour les ouvriers, la rémunération soumise à l'ONSS sera multipliée par 108 %.

Tous les frais de gestion du régime sectoriel de pension sont inclus dans le pourcentage salarial et dans le montant de 57,41 EUR.

En cas de sortie, une allocation de pension, liée à la rémunération pendant le dernier trimestre, sera encore due.

4.2 Mode de fonctionnement de l'allocation de pension

L'allocation de pension est versée pour chaque affilié sur un compte individuel de pension.

La capitalisation s'effectue:

- à partir du 7^e mois suivant le trimestre auquel les allocations de pension se rapportent ;
- jusqu'au premier jour du mois durant lequel le paiement de la pension complémentaire doit être effectué ;
- ou jusqu'au premier jour du mois du décès de l'affilié.

4.3 Rendement

Le compte de pension perçoit un rendement garanti de l'organisme de pension.

En cas de sortie de service ou de paiement suite au décès ou au départ à la retraite, le montant versé sera basé sur un rendement au moins égal à celui qui est exigé en exécution de l'article 24 de la loi sur les pensions complémentaires.

4.4 Participation bénéficiaire

L'organisme de pension peut procéder à l'octroi d'une participation bénéficiaire. Celle-ci sera versée sur le compte individuel de pension.

4.5 Paiement

L'organisme de pension payera les montants prévus dans les plus brefs délais.

Si l'organisme de pension ne dispose pas encore de toutes les données nécessaires pour payer le montant exact, un acompte sera versé le 25^e jour du mois suivant la date de paiement normale ou le mois durant lequel l'affilié ou le bénéficiaire aura introduit un dossier complet. Le solde restant sera versé au plus tard au cours du dernier trimestre de l'année suivante.

5 Versement à l'échéance

5.1 Échéance normale

L'échéance à laquelle le montant constitué sur le compte de pension est exigible et peut être converti en une rente est fixée le premier jour du mois suivant le 65^e anniversaire de l'affilié.

5.2 Poursuite du travail après 65 ans (report de l'échéance)

Si l'affilié actif est en service au sein d'une entreprise après l'échéance normale de 65 ans, l'allocation de pension est due aussi longtemps qu'il reste en service et une nouvelle échéance est fixée en ajoutant à chaque fois 1 an à la date d'échéance précédente.

L'affilié recevra la somme présente sur son compte de pension

- lorsqu'il prendra sa pension légale ;
- ou au terme de son contrat de travail avec l'entreprise.

Pour l'affilié sorti avant l'échéance normale et qui a laissé sa réserve acquise auprès de l'organisme de pension (le « dormant »), le versement est toujours effectué à l'échéance normale, que l'affilié ait continué ou non à travailler après cette date.

5.3 Versement anticipé

L'affilié peut obtenir le versement anticipé de ses droits de pension au plus tôt à partir de l'âge de 60 ans :

- à la date à laquelle commence sa pension légale
- ou à la prépension.

Le versement anticipé entraîne l'extinction du droit à un versement en cas de décès avant échéance.

6 Versement en cas de décès avant échéance

Lorsqu'un affilié décède, le bénéficiaire a droit à la valeur constituée sur le compte individuel de pension au moment du décès.

7 Droits acquis de l'affilié sur les réserves

Les réserves constituées sur les comptes individuels sont acquises à l'affilié si des cotisations ont été payées au régime sectoriel de pension pendant quatre trimestres consécutifs au moins.

Un affilié qui a obtenu la liquidation de ses montants assurés et qui est à nouveau affilié par la suite est considéré comme un nouvel affilié.

Un affilié qui a opté pour le transfert de ses réserves acquises vers un autre organisme de pension et qui est affilié de nouveau par la suite est également considéré comme un nouvel affilié.

Le compte de pension ne peut pas être donné en gage et son bénéfice ne peut être cédé. Aucun acompte ne peut être octroyé sur ce compte de pension.

8 L'affilié quitte le secteur avant l'échéance

La sortie est censée avoir lieu au terme du contrat de travail avec une entreprise soumise au présent règlement de pension, à moins que l'affilié reprenne le travail dans l'intervalle de deux trimestres dans une autre entreprise à laquelle le présent règlement de pension est applicable.

Si le contrat de travail de l'affilié prend fin pour un motif autre que le décès ou l'arrivée à échéance et qu'il ne reprend pas le travail dans l'intervalle de deux trimestres dans une entreprise à laquelle le présent règlement de pension est applicable, l'affilié a le choix entre les options mentionnées ci-dessous, pour autant qu'il puisse faire valoir ses droits sur les réserves :

- a. Laisser la réserve acquise, sans modification de la promesse de pension, chez l'organisme de pension et recevoir un capital à l'échéance ou en cas de décès ;
- b. Transférer la réserve acquise vers l'organisme de pension du nouvel employeur avec lequel il a conclu un contrat de travail, s'il est affilié à l'engagement de pension de ce nouvel employeur ;
- c. Transférer la réserve acquise vers un autre organisme de pension qui répartit entre les affiliés la totalité de ses bénéfices proportionnellement aux réserves et qui limite les frais en suivant les règles fixées par l'arrêté royal du 14 novembre 2003 concernant l'octroi d'avantages extralégaux aux travailleurs salariés et aux dirigeants d'entreprises.

Si l'affilié ne mentionne aucun choix explicite dans un délai de trente jours, il est censé avoir opté pour le maintien de ses réserves au sein de l'organisme de pension, sans modification de la promesse de pension (voir point a).

9 Mode de paiement

Le(s) bénéficiaire(s) peu(ven)t toutefois demander que le capital qui lui/leur revient soit converti en une rente viagère. Le montant de cette rente viagère est fixé sur la base des tarifs utilisés par

l'organisme de pension au moment de la conversion. Si le(s) bénéficiaire(s) opte(nt) pour une liquidation sous forme de rente viagère, il(s) doi(ven)t le communiquer par écrit à l'organisme de pension au plus tard un mois avant la date de début des versements.

Selon le choix du bénéficiaire, il peut s'agir d'une rente viagère qui est uniquement payée à lui ou d'une rente viagère réversible en cas de décès du bénéficiaire à l'époux/épouse survivant(e) ou au partenaire avec lequel il cohabite légalement. La rente peut être réévaluée.

Les rentes sont payées le dernier jour de chaque mois jusqu'à la dernière échéance précédant le décès du/des bénéficiaire(s).

Si le montant de la rente viagère est inférieur à 500 EUR par an, le capital pension est versé et le bénéficiaire n'a pas la possibilité de le convertir en rente viagère. Si le montant annuel de la rente se situe entre 500 et 800,01 EUR, elle n'est pas payée mensuellement mais en quatre tranches égales à la fin de chaque trimestre. Les seuils précités sont indexés selon les dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du trésor public, en se basant sur la date du 1^{er} janvier 2004.

10 Bénéficiaires

10.1 Le bénéficiaire du versement à l'échéance

Si l'affilié est en vie à l'échéance, le capital lui est versé.

10.2 Le bénéficiaire du versement en cas de décès

Si l'affilié décède avant l'échéance, le versement prévu en cas de décès est effectué en faveur du/des bénéficiaire(s) en suivant l'ordre de priorité suivant :

- L'époux/épouse de l'affilié pour autant qu'ils ne soient pas séparés judiciairement de corps ou de fait ou qu'ils ne soient pas en instance de séparation de corps ou de divorce. Les époux sont réputés séparés de fait lorsqu'il ressort des registres de la population qu'ils ont des domiciles différents.
- À défaut, le cohabitant légal de l'affilié au sens des articles 1475 à 1479 du Code civil et qui n'est pas parent de l'affilié;
- À défaut, les enfants de l'affilié ou, par représentation, leurs descendants ;
- À défaut, la/les personne(s) désignée(s) par l'affilié par courrier recommandé, où la dernière lettre envoyée par recommandé est valable ;
- À défaut, les parents de l'affilié. Si l'un d'eux décède, le capital revient au survivant ;
- À défaut, les frères et sœurs de l'affilié, par représentation leurs enfants ;
- À défaut, les héritiers légaux de l'affilié, à l'exclusion de l'État ;
- À défaut, le fonds de financement.

S'il y a plusieurs bénéficiaires, le capital prévu est réparti entre eux à parts égales.

Dans le cas où l'affilié et le bénéficiaire décèdent sans que l'ordre des décès n'ait pu être établi, le capital versé en cas de décès est octroyé au(x) bénéficiaire(s) subsidiaire(s).

11 Conséquences du non-paiement des allocations de pension

L'ONSS transmettra les allocations de pension dues à l'organisme de pension par l'intermédiaire de l'organisateur.

L'organisme de pension informera chaque affilié par courrier envoyé à son adresse personnelle au plus tard dans les 3 mois suivant la date à laquelle il a eu connaissance du retard de paiement.

12 Informations

12.1 Le règlement de pension

Le texte du règlement de pension est disponible sur le site Internet de l'organisme de pension.

12.2 La fiche de pension

Chaque année, l'organisme de pension communique à tous les affiliés une fiche de pension reprenant les informations suivantes :

- le montant des allocations de pension ;
- le montant de la réserve acquise ;
- la date d'exigibilité ;
- le montant de la réserve acquise de l'année précédente.

12.3 Le rapport de gestion

L'organisme de pension établit chaque année un rapport sur la gestion de l'engagement de pension. Ce rapport, mis à la disposition des affiliés sur le site Internet, contient notamment les informations suivantes :

- le mode de financement de l'engagement de pension et les modifications structurelles de ce financement ;
- la stratégie d'investissement à long et court termes et la mesure dans laquelle cette stratégie tient compte de facteurs sociaux, éthiques et environnementaux ;
- le rendement des investissements et de la structure des coûts ;
- la répartition du bénéfice.

13 Fonds de financement

Le fonds de financement est administré par l'organisme de pension et bénéficie du même rendement global (*pro rata temporis*) que celui qui est accordé aux réserves mathématiques.

Le fonds est financé par :

- les allocations de pension transmises par l'ONSS à l'organisme de pension par l'intermédiaire de l'organisateur et qui n'ont pas encore été portées sur le compte individuel de pension ;
- les réserves auxquelles l'affilié ne peut prétendre ;
- les capitaux décès dont le fonds de financement est bénéficiaire.

Chaque année, l'organisme de pension fournit à l'organisateur un rapport sur la gestion du fonds de financement, reprenant tous les mouvements financiers, leurs dates valeur et leurs motifs.

Dans les limites des possibilités légales, l'organisateur décide de l'affectation du fonds de financement. Celui-ci est destiné aux affiliés et/ou à leurs bénéficiaires et ses avoirs ne peuvent jamais, même partiellement, être reversés à l'organisateur.

Si les sommes présentes dans le fonds de financement ne suffisent pas à financer la différence entre les sommes versées par l'ONSS et le coût des droits de pension devant être portés sur le compte individuel de pension en fonction des données relatives à l'emploi et la rémunération, le montant net versé et capitalisé sur le compte individuel de pension sera réduit afin de générer suffisamment de capitaux pour le fonds de financement.

14 Application de la loi sur la protection de la vie privée

L'organisateur fournit un certain nombre de données à caractère personnel à l'organisme de pension pour assurer la gestion du régime sectoriel de pension. L'organisme de pension traite ces données de manière confidentielle. Elles ne peuvent être utilisées que dans l'objectif de gérer le régime sectoriel de pension, à l'exclusion de tout autre but commercial ou non.

Toute personne dont les données à caractère personnel sont conservées a le droit de consulter et de rectifier ces données en adressant à l'organisme de pension une demande écrite accompagnée d'une copie de sa carte d'identité.

15 Modification du présent règlement

Il est possible de modifier ou de mettre fin au présent règlement de pension moyennant la conclusion d'une convention collective de travail au sein de la commission paritaire compétente.

16 Litiges et droit applicable

Le droit belge s'applique au présent règlement. Les éventuels litiges entre les parties au sujet de ce règlement relèvent de la compétence des tribunaux belges.

Déclaration : hors champ d'application

Je soussigné,

Nom :

Qualité :

Mandaté pour représenter l'entreprise

Dénomination :

.....

Siège social :

.....

.....

Numéro d'entreprise :

Déclare, par la présente, se trouver, hors du champ d'application de la convention collective de travail sectorielle du 5 août 2010 instaurant un régime de pension complémentaire sectoriel pour les employés de l'industrie chimique.

Je déclare sur l'honneur que tous les employés de l'entreprise sont soumis à un engagement de pension en date du 1/1/2011 où, pour un affilié occupé à temps plein

- Les réserves acquises du régime d'entreprise sont, après 15 ans d'affiliation, au moins égales aux réserves acquises prévues du régime sectoriel, compte tenu d'une contribution de 57,41 euros par trimestre, d'un rendement de 3,25 % par an ainsi que des frais de gestion imputés dans le régime sectoriel, et
- Le capital de pension du régime d'entreprise est, à l'âge final, au moins égal au capital de pension prévu du régime sectoriel, compte tenu d'une contribution de 57,41 euros par trimestre, d'un rendement de 3,25 % par an ainsi que des frais de gestion imputés dans le régime sectoriel.

La preuve de l'organisme de pension est fournie par le biais d'une attestation de l'actuaire compétent de l'organisme de pension qui gère le régime de pension des employés.

L'entreprise est d'accord de fournir, sur simple demande du Fonds de sécurité d'existence pour le régime de pension sectoriel des employés de l'industrie chimique, toutes les données que celui-ci jugera nécessaires au contrôle de l'exactitude des données attestées.

Fait à.....le.....

Signature

A renvoyer par courrier recommandé pour le 1er novembre 2010 au Fonds de sécurité d'existence pour le régime de pension sectoriel des employés de l'industrie chimique à l'adresse: Boulevard Auguste Reyers 80, 2^{ème} étage, 1030 Bruxelles. La date du cachet de la poste fait foi.

Attestation de l'actuaire de l'organisme de pension

Je soussigné

Actuaire, conformément aux conditions prévues à l'article 42 de l'AR du 12 janvier 2007 relatif au contrôle prudentiel des institutions de retraite professionnelle,

Nom :

Actuaire de l'entreprise / du fonds de pension

Dénomination :

Siège social :

.....
.....

Atteste que :

L'entreprise

Portant le numéro BCE

1. finance un régime de pension auprès de l'organisme de pension

..... portant le numéro CBFA

.....

2. ce régime de pension complémentaire satisfait aux dispositions de l'art. 2 de la convention collective de travail du 5 août 2010 instaurant un régime de pension complémentaire sectoriel pour les employés de l'industrie chimique, portant sur les conditions pour rester hors du champ d'application de la cct.

Mes calculs ci-joints attestent de l'équivalence.

Fait à

le

Signature

L'art. 2 de ladite cct stipule :

2.1

La présente CCT s'applique aux Employeurs et aux Employés, à l'exception des Employeurs et Employés visés aux articles 2.2.... ci-dessous.

2.2.

La présente CCT ne s'applique pas aux Employeurs et à leurs Employés qui prouvent ... qu'au 1er janvier 2011 tous les Employés visés par le Régime de pension complémentaire sectoriel, sont affiliés à un ou plusieurs régimes de pension d'entreprise qui sont équivalents ou meilleurs que le Régime de pension complémentaire sectoriel.

L'équivalence est contrôlée comme suit :

- **L'équivalence est contrôlée par Entreprise.**
- **L'équivalence est contrôlée au niveau du Règlement de pension.**
- **L'équivalence est contrôlée en comparant, pour un affilié occupé à temps plein :**
 - **d'une part, les réserves acquises prévues du Régime de pension d'entreprise après 15 ans d'affiliation et d'autre part, les réserves acquises prévues du Régime de pension complémentaire sectoriel, compte tenu d'une contribution de 57,41 euros par trimestre, d'un rendement de 3,25% l'an et des frais de gestion imputés dans le Régime de pension complémentaire sectoriel, et**
 - **d'une part, le capital de pension prévu du Régime de pension d'entreprise à l'âge final, et d'autre part, le capital de pension prévu du Régime de pension complémentaire sectoriel, compte tenu d'une contribution de 57,41 euros par trimestre, d'un rendement de 3,25% l'an et des frais de gestion imputés dans le Régime de pension complémentaire sectoriel.**

L'équivalence est exclusivement contrôlée au moyen des critères définis ci-dessus, à l'exclusion de tout autre critère de contrôle éventuel (comme, par exemple, les différences relatives à l'âge minimum d'affiliation, la durée minimale pour l'obtention des droits acquis,...).

L'article 3 du règlement de pension prévoit que l'affiliation est obligatoire pour tous les travailleurs liés par un contrat de travail à un employeur

Sont toutefois exclus :

- **les travailleurs liés par un contrat de travail intérimaire, comme prévu au chapitre II de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs ;**
- **les travailleurs liés par un contrat de travail conclu dans le cadre d'un programme spécifique de formation, d'insertion et de reconversion professionnelles organisé par ou avec le soutien des pouvoirs publics ;**
- **les travailleurs liés par des contrats de vacances, d'étudiant et les contrats FPI (formation professionnelle individuelle).**

Déclaration : hors champ d'application

Je soussigné,

Nom :

Qualité :

Mandaté pour représenter l'entreprise

Dénomination :
.....

Siège social :
.....
.....

Numéro d'entreprise :

Déclare, par la présente, se trouver hors du champ d'application de la convention collective de travail sectorielle du 5 août 2010 instaurant un régime de pension complémentaire sectoriel pour les employés de l'industrie chimique.

Je déclare sur l'honneur que tous les employés de l'entreprise sont soumis à un engagement de pension en date du..... où, pour un affilié occupé à temps plein

- Les réserves acquises du régime d'entreprise sont, après 15 ans d'affiliation, au moins égales aux réserves acquises prévues du régime sectoriel, compte tenu d'une contribution de 57,41 euros par trimestre, d'un rendement de 3,25 % par an ainsi que des frais de gestion imputés dans le régime sectoriel, et
- Le capital de pension du régime d'entreprise est, à l'âge final, au moins égal au capital de pension prévu du régime sectoriel, compte tenu d'une contribution de 57,41 euros par trimestre, d'un rendement de 3,25 % par an ainsi que des frais de gestion imputés dans le régime sectoriel.

La preuve de l'organisme de pension est fournie par le biais d'une attestation de l'actuaire compétent de l'organisme de pension qui gère le régime de pension des employés.

L'entreprise est d'accord de fournir, sur simple demande du Fonds de sécurité d'existence pour le régime de pension sectoriel des employés de l'industrie chimique, toutes les données que celui-ci jugera nécessaires au contrôle de l'exactitude des données attestées.

Fait à.....le.....

Signature

A renvoyer par courrier recommandé au Fonds de sécurité d'existence pour le régime de pension sectoriel des employés de l'industrie chimique à l'adresse: Boulevard Auguste Reyers 80, 2^{ème} étage, 1030 Bruxelles. La date du cachet de la poste fait foi.

Attestation de l'actuaire de l'organisme de pension

Je soussigné

Actuaire, conformément aux conditions prévues à l'article 42 de l'AR du 12 janvier 2007 relatif au contrôle prudentiel des institutions de retraite professionnelle,

Nom :

Actuaire de l'entreprise / du fonds de pension

Dénomination :

Siège social :

.....
.....

Atteste que :

L'entreprise

Portant le numéro BCE

1. finance un régime de pension auprès de l'organisme de pension

..... portant le numéro CBFA

.....

2. ce régime de pension complémentaire satisfait aux dispositions de l'art. 2 de la convention collective de travail du 5 août 2010 instaurant un régime de pension complémentaire sectoriel pour les employés de l'industrie chimique, portant sur les conditions pour rester hors du champ d'application de la cct.

Mes calculs ci-joints attestent de l'équivalence.

Fait à

le

Signature

L'art. 2 de ladite cct stipule :

2.1

La présente CCT s'applique aux Employeurs et aux Employés, à l'exception des Employeurs et Employés visés aux articles 2.2.... ci-dessous.

2.2.

La présente CCT ne s'applique pas aux Employeurs et à leurs Employés qui prouvent ... qu'au 1er janvier 2011 tous les Employés visés par le Régime de pension complémentaire sectoriel, sont affiliés à un ou plusieurs régimes de pension d'entreprise qui sont équivalents ou meilleurs que le Régime de pension complémentaire sectoriel.

L'équivalence est contrôlée comme suit :

- *L'équivalence est contrôlée par Entreprise.*
- *L'équivalence est contrôlée au niveau du Règlement de pension.*
- *L'équivalence est contrôlée en comparant, pour un affilié occupé à temps plein :*
 - *d'une part, les réserves acquises prévues du Régime de pension d'entreprise après 15 ans d'affiliation, et d'autre part, les réserves acquises prévues du Régime de pension complémentaire sectoriel, compte tenu d'une contribution de 57,41 euros par trimestre, d'un rendement de 3,25% l'an et les frais de gestion imputés dans le Régime de pension complémentaire sectoriel, et*
 - *d'une part, le capital de pension prévu du Régime de pension d'entreprise à l'âge final, et d'autre part, le capital de pension prévu du Régime de pension complémentaire sectoriel, compte tenu d'une contribution de 57,41 euros par trimestre, d'un rendement de 3,25% l'an et des frais de gestion imputés dans le Régime de pension complémentaire sectoriel.*

L'équivalence est exclusivement contrôlée au moyen des critères définis ci-dessus, à l'exclusion de tout autre critère de contrôle éventuel (comme, par exemple, les différences relatives à l'âge minimum d'affiliation, la durée minimale pour l'obtention des droits acquis,...).

2.3.

La présente CCT ne s'applique pas non plus aux Employeurs :

- *créés après le 1^{er} novembre 2010 comme filiale (commune) ou issus de restructurations, fusions, scissions ou reprises, et dont une partie ou une entreprise sœur déjà avant cet événement, ne tombait pas dans le champ d'application de la CCT (pour l'application de cet article, les termes « restructurations, fusions, scissions ou reprises » sont interprétés dans un sens large) ; et,*
- *qui prouvent de la manière prévue à l'article 3 de la présente CCT que tous les Employés qui sont visés par le Régime de pension complémentaire sectoriel sont*

affiliés à un ou à plusieurs régimes de pension d'entreprise qui sont équivalents ou meilleurs que le Régime de pension complémentaire sectoriel

L'équivalence est contrôlée de la même manière que celle prévue à l'article 2.2.

L'article 3 du règlement de pension prévoit que l'affiliation est obligatoire pour tous les travailleurs liés par un contrat de travail à un employeur

Sont toutefois exclus :

- les travailleurs liés par un contrat de travail intérimaire, comme prévu au chapitre II de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs ;
- les travailleurs liés par un contrat de travail conclu dans le cadre d'un programme spécifique de formation, d'insertion et de reconversion professionnelles organisé par ou avec le soutien des pouvoirs publics ;

les travailleurs liés par des contrats de vacances, d'étudiant et les contrats FPI (formation professionnelle individuelle).

**PARITAIR COMITÉ VOOR DE BEDIENDEN UIT DE SCHEIKUNDIGE
NIJVERHEID**

**CAO VAN 5 AUGUSTUS 2010 TOT INVOERING VAN EEN AANVULLEND
SECTORAAL PENSIOENSTELSEL VOOR DE BEDIENDEN VAN DE
SCHEIKUNDIGE NIJVERHEID**

Artikel 1 Definities

Voor de toepassing van deze CAO wordt verstaan onder:

- a) *Aanvullend Sectoraal Pensioenstelsel*: het pensioenstelsel dat door deze CAO wordt ingevoerd.
- b) *Bedienden*: de mannelijke en vrouwelijke bedienden van de Werkgevers die ressorteren onder het Paritair Comité nr. 207 voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid.
- c) *CAO*: collectieve arbeidsovereenkomst.
- d) *FBZ*: het Fonds voor bestaanszekerheid voor het sectoraal pensioenstelsel voor de bedienden van de scheikundige nijverheid, met zetel te 1030 Brussel, Auguste Reyerslaan 80, 2^{de} verdieping.
- e) *KSZ*: de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid.
- f) *Onderneming*: juridische entiteit.
- g) *Ondernemingspensioenstelsel*: het aanvullend pensioenstelsel dat op ondernemingsniveau binnen de Werkgever van toepassing is.
- h) *PC*: het paritair comité nr. 207 voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid.
- i) *Reglement*: het Reglement van het Aanvullend Sectoraal Pensioenstelsel voor de scheikundige nijverheid dat als bijlage bij deze CAO wordt gevoegd en er integraal deel van uit maakt.

- j) *RSZ*: Rijksdienst voor de Sociale Zekerheid.
- k) *WAP*: de Wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid.
- l) *Werkgever* : werkgever die ressorteert onder het PC. De notie Werkgever verwijst naar de juridische entiteit en niet naar de technische bedrijfseenheid.

Artikel 2 Toepassingsgebied

2.1.

Deze CAO is van toepassing op de Werkgevers en de Bedienden met uitzondering van de Werkgevers en de Bedienden waarvan sprake in de artikelen 2.2. en 2.3. hieronder.

2.2.

Deze CAO is niet van toepassing op de Werkgevers en hun Bedienden die op de in artikel 3 van deze CAO voorziene wijze aantonen dat op 1 januari 2011 alle Bedienden die gevisieerd worden door het Aanvullend Sectoraal Pensioenstelsel, onderworpen zijn aan één of meerdere Ondernemingspensioenstelsels die gelijkwaardig of beter zijn dan het Aanvullend Sectoraal Pensioenstelsel.

De gelijkwaardigheid wordt als volgt getoetst:

- De gelijkwaardigheid wordt getoetst per Onderneming.
- De gelijkwaardigheid wordt getoetst op het niveau van het pensioenreglement.
- De gelijkwaardigheid wordt getoetst door voor een voltijds tewerkgestelde aangeslotene.
 - de verwachte verworven reserves van het Ondernemingspensioenstelsel na 15 jaar aansluiting te vergelijken met de verwachte verworven reserves van het Aanvullend Sectoraal Pensioenstelsel rekening houdend met een bijdrage van 57,41 euro per kwartaal, een rendement van 3,25 % per jaar en de in het Aanvullend Sectoraal Pensioenstelsel aangerekende beheerskosten, en
 - het verwachte pensioenkapitaal van het Ondernemingspensioenstelsel op eindleeftijd te vergelijken met het verwachte pensioenkapitaal van het Aanvullend Sectoraal Pensioenstelsel rekening houdend met een bijdrage van 57,41 euro per kwartaal, een rendement van 3,25 % per jaar en de in het Aanvullend Sectoraal Pensioenstelsel aangerekende beheerskosten.

De gelijkwaardigheid wordt uitsluitend getoetst aan de hand van de hierboven gedefinieerde criteria, met uitsluiting van alle andere mogelijke toetsingsgronden (zoals bijvoorbeeld verschillen wat betreft minimale aansluitingsleeftijd, minimale duur voor het verkrijgen van verworven rechten, ...).

2.3.

Deze CAO is ook niet van toepassing op Werkgevers:

- die na 1 november 2010 worden opgericht als (gezamenlijke) dochtervennootschap of ontstaan ten gevolge van herstructureringen, fusies, splitsingen of overnames, en waarbij een onderdeel of een zusteronderneming reeds voor dit evenement niet onder het toepassingsgebied van de CAO viel (voor de toepassing van dit artikel worden de termen “herstructureringen, fusies, splitsingen of overnames” ruim geïnterpreteerd); en,
- die op de in artikel 3 van deze CAO voorziene wijze aantonen dat alle Bedienden die geïnterpreteerd worden door het Aanvullend Sectoraal Pensioenstelsel, onderworpen zijn aan één of meerdere Ondernemingspensioenstelsels die gelijkwaardig of beter zijn dan het Aanvullend Sectoraal Pensioenstelsel.

De gelijkwaardigheid wordt getoetst op dezelfde wijze als onder artikel 2.2.

Artikel 3 Verklaring en Attest

3.1.

De Werkgever waarvan sprake in artikel 2.2. die buiten het toepassingsgebied van deze CAO wenst te blijven en die aldus vrijgesteld wenst te worden van deelname aan het Aanvullend Sectoraal Pensioenstelsel, stuurt vóór 1 november 2010 per aangetekend schrijven een verklaring en attest volgens bijgevoegd model naar het FBZ per adres: Auguste Reyerslaan 80, 2^e verdieping te 1030 Brussel. De datum van de poststempel geldt als bewijs.

3.2.

De Werkgever waarvan sprake in artikel 2.3. die buiten het toepassingsgebied van deze CAO wenst te blijven en die aldus vrijgesteld wenst te worden van deelname aan het Aanvullend Sectoraal Pensioenstelsel, stuurt binnen de 3 maanden volgende op het evenement, per aangetekend schrijven een verklaring en attest volgens bijgevoegd model naar het FBZ per adres: Auguste Reyerslaan 80, 2^e verdieping te 1030 Brussel. De datum van de poststempel geldt als bewijs.

3.3.

Deze verklaring en dit attest moeten correct en volledig ingevuld, gedagtekend en ondertekend zijn door respectievelijk de Werkgever en de aangeduide actuaire van de pensioeninstelling van de Werkgever.

Bij gebrek aan tijdig overmaken van deze verklaring en dit attest volgens de modaliteiten hierboven, wordt de Werkgever verondersteld definitief gekozen te hebben om deel te nemen aan het Aanvullend Sectoraal Pensioenstelsel.

De Werkgever zal op eenvoudig verzoek van het FBZ alle gegevens overmaken die het FBZ moet toelaten de juistheid van de geattesteerde gegevens te controleren.

Artikel 4 Doel

4.1.

Deze CAO wordt gesloten in uitvoering van artikel 6 van de binnen het PC op 1 april 2009 gesloten CAO betreffende het Nationaal Akkoord 2009-2010. De Partijen erkennen dat deze CAO een correcte en volledige uitvoering van artikel 6 van de CAO van 1 april 2009 inhoudt.

4.2.

Deze CAO heeft als enige doel het invoeren van het Aanvullend Sectoraal Pensioenstelsel en de regels ervan vast te leggen.

4.3.

De aanspraken op het aanvullend pensioen worden bepaald overeenkomstig het Reglement.

Artikel 5 Opting out is niet voorzien

Het PC maakt geen gebruik van de mogelijkheid, voorzien in artikel 9 van de WAP, om Werkgevers toe te laten om de uitvoering van het Aanvullend Sectoraal Pensioenstelsel zelf te organiseren via een Ondernemingspensioenstelsel.

Artikel 6 De inrichter

Als inrichter van het Aanvullend Sectoraal Pensioenstelsel wordt aangeduid en gemachtigd het FBZ.

Artikel 7 Groepsverzekering en de Pensioeninstelling

Het Aanvullend Sectoraal Pensioenstelsel wordt uitgevoerd via een groepsverzekering die door de inrichter wordt onderschreven.

Artikel 8 Inning van de pensioentolagen

8.1.

De pensioentolage zoals gedefinieerd in het Reglement zal worden geïnd door de RSZ en zal, binnen de termijnen voorzien in de overeenkomst die de inrichter zal sluiten met de RSZ, overgemaakt worden aan de inrichter.

De RSZ zal eveneens de sociale zekerheidsbijdrage (8,86 %) over deze pensioentolage innen.

8.2.

De inrichter zal de aldus geïnde pensioentolage, desgevallend verminderd met de door de inrichter verschuldigde beheers- of andere kosten, onverwijld doorstorten aan de pensioeninstelling.

8.3.

Indien de in het collectieve financieringsfonds aanwezige gelden niet volstaan om het verschil te financieren tussen enerzijds de door de RSZ doorgestorte sommen en anderzijds de kost van de pensioenrechten die op de individuele pensioenrekening moeten gebracht worden in functie van de loon- en tewerkstellingsgegevens, zal het netto bedrag dat op de individuele pensioenrekeningen gestort en gekapitaliseerd wordt, verlaagd worden teneinde voldoende fondsen te creëren in het financieringsfonds.

Artikel 9 Werking in de tijd van het Aanvullend Sectoraal Pensioenstelsel

In uitvoering van deze CAO, treedt het Aanvullend Sectoraal Pensioenstelsel in werking op 1 januari 2011.

Artikel 10 Externe omstandigheden

Indien wetgeving, rechtspraak of andere externe omstandigheden ertoe leiden dat de globale kost die samenhangt met de uitvoering van deze CAO wijzigt, engageren de ondertekenaars zich om een collectieve arbeidsovereenkomst te sluiten die het pensioenreglement op dusdanige wijze aanpast dat het globale budget gelijkwaardig blijft.

Artikel 11 Duurtijd en opzeggingsmodaliteiten van deze CAO

Deze CAO treedt in werking op 5 augustus 2010 en wordt gesloten voor een onbepaalde duur.

Deze CAO kan door elk van de partijen worden beëindigd mits een opzegging van zes (6) maanden wordt betekend per aangetekend schrijven, gericht aan de voorzitter van het PC.

Bijlagen die integraal deel uitmaken van deze CAO:

- 1. Reglement van het Aanvullend Sectoraal Pensioenstelsel voor de scheikundige nijverheid;*
- 2. Model van Verklaring en Attest van buiten toepassing, zoals bedoeld in artikel 3.1. van deze CAO;*
- 3. Model van Verklaring en Attest van buiten toepassing, zoals bedoeld in artikel 3.2. van deze CAO.*

**REGLEMENT VAN HET AANVULLEND SECTORAAL PENSIOENSTELSEL
VOOR DE SCHEIKUNDIGE NIJVERHEID**

Inhoudstafel

| | |
|--|---|
| Inhoudstafel | 1 |
| 1 Voorwerp | 2 |
| 2 Begripsomschrijving | 2 |
| 3 Aansluiting | 3 |
| 4 De pensioentoeelage en hoe ze aangewend wordt | 3 |
| 4.1 Het bedrag van de pensioentoeelage | 3 |
| 4.2 De aanwending van de pensioentoeelage | 3 |
| 4.3 Het rendement | 4 |
| 4.4 Winstdeelname | 4 |
| 4.5 Uitbetaling | 4 |
| 5 Uitkering op de einddatum | 4 |
| 5.1 De normale einddatum | 4 |
| 5.2 Blijven werken na 65 jaar (verdaging van de einddatum) | 4 |
| 5.3 Vervroegde uitkering | 4 |
| 6 Uitkering in geval van overlijden voor de einddatum | 5 |
| 7 Verworven rechten van de aangeslotene op de reserves | 5 |
| 8 De aangeslotene verlaat de sector vóór de einddatum | 5 |
| 9 De manier van uitkeren | 5 |
| 10 Begunstigden | 6 |
| 10.1 De begunstigde van de uitkering op de einddatum | 6 |
| 10.2 De begunstigde van de uitkering bij overlijden | 6 |
| 11 Gevolgen van het niet betalen van de pensioentoeelagen | 6 |
| 12 Informatie | 7 |
| 12.1 Het pensioenreglement | 7 |
| 12.2 De pensioenfiche | 7 |
| 12.3 Beheersverslag | 7 |
| 13 Financieringsfonds | 7 |
| 14 Toepassing van de wet tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer | 8 |
| 15 Wijziging van dit reglement | 8 |
| 16 Geschillen en toepasselijk recht | 8 |

1 Voorwerp

De pensioentoezegging heeft tot doel om een kapitaal samen te stellen dat aan de aangeslotene uitgekeerd wordt, of aan zijn rechthebbende(n) in geval de aangeslotene overlijdt voor de voorziene einddatum. Het kapitaal kan op vraag van de begunstigde(n) omgezet worden in een lijfrente

Dit pensioenreglement bepaalt de rechten en verplichtingen van de inrichter, de pensioeninstelling, de werkgevers, de aangeslotenen en hun rechthebbenden, en de voorwaarden waaronder deze rechten uitgeoefend kunnen worden.

Dit pensioenreglement is een onderdeel van de collectieve arbeidsovereenkomst die het pensioenstelsel invoert.

2 Begripsomschrijving

In dit reglement worden een aantal begrippen gebruikt, die de volgende betekenis hebben:

Inrichter

Het fonds voor bestaanszekerheid voor het sectoraal pensioenstelsel voor de arbeiders van de scheikundige nijverheid voor wat betreft het aanvullend pensioen van ondernemingen die werknemers tewerk stellen met het statuut van arbeider

Het fonds voor bestaanszekerheid voor het sectoraal pensioenstelsel voor de bedienden van de scheikundige nijverheid voor wat betreft het aanvullend pensioen van ondernemingen die werknemers tewerk stellen met het statuut van bediende

Collectieve arbeidsovereenkomst die het pensioenstelsel invoert

De collectieve arbeidsovereenkomst van 5 augustus 2010 tot invoering van een aanvullend sectoraal pensioenstelsel voor de arbeiders van de scheikundige nijverheid.

De collectieve arbeidsovereenkomst van 5 augustus 2010 tot invoering van een aanvullend sectoraal pensioenstelsel voor de bedienden van de scheikundige nijverheid.

Onderneming

De onderneming die valt binnen het toepassingsgebied van de collectieve arbeidsovereenkomst van 5 augustus 2010 tot invoering van een aanvullend sectoraal pensioenstelsel voor de arbeiders van de scheikundige nijverheid voor wat betreft haar werknemers met een statuut van arbeider;

en

De onderneming die valt binnen het toepassingsgebied van de collectieve arbeidsovereenkomst van 5 augustus 2010 tot invoering van een aanvullend sectoraal pensioenstelsel voor de bedienden van de scheikundige nijverheid voor wat betreft haar werknemers met een statuut van bediende.

Aangeslotene

1. De werknemer waarvoor de inrichter een pensioenstelsel heeft ingevoerd, en die aan de aansluitingsvoorwaarden van het pensioenreglement voldoet (de "actieve aangeslotene" genoemd);
2. Het gewezen personeelslid dat nog steeds actuele of uitgestelde rechten geniet overeenkomstig het pensioenreglement (de "slaper" genoemd).

Pensioeninstelling

De verzekeringsmaatschappij met wie de inrichters een groepsverzekeringscontract sloten, die de pensioentoezegging die in dit reglement beschreven wordt, uitvoert.

Verworven reserve

Met verworven reserve wordt de reserve waarop de aangeslotene op een bepaald ogenblik recht heeft overeenkomstig dit pensioenreglement bedoeld.

3 Aansluiting

De aansluiting is verplicht voor alle werknemers die zijn tewerkgesteld met een arbeidsovereenkomst bij een werkgever op wie de collectieve arbeidsovereenkomst die het pensioenstelsel invoert van toepassing is.

Worden evenwel uitgesloten:

- Werknemers met een arbeidsovereenkomst voor uitzendarbeid, zoals geregeld door hoofdstuk II van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers;
- Werknemers met een arbeidsovereenkomst die gesloten werd in het kader van een speciaal door of met steun van de overheid gevoerd opleidings-, arbeidsinpassings- en omscholingsprogramma.
- Werknemers met vakantie-, studenten- en IBO-contracten (individuele beroepsopleiding).

De aansluiting heeft plaats op de datum waarop de werknemer aan de aansluitingsvoorwaarden voldoet en ten vroegste op 1 januari 2011.

De aangeslotene zal alle ontbrekende inlichtingen en bewijsstukken die nodig zijn opdat de pensioeninstelling zijn verplichtingen tegenover de aangeslotene of zijn rechthebbenden kan uitvoeren, op eenvoudige vraag overmaken. Zolang de aangeslotenen deze inlichtingen of bewijsstukken niet overmaakt, zullen de inrichter en de pensioeninstelling hun verplichtingen tegenover de aangeslotene met betrekking tot het aanvullend pensioen dat in dit reglement beschreven wordt niet kunnen uitvoeren. Er kan in dat geval geen sprake zijn van enige vorm van vergoeding of verwijlinterest voor een gebeurlijke late uitbetaling van rechten.

4 De pensioentoeelage en hoe ze aangewend wordt

4.1 Het bedrag van de pensioentoeelage

De uitkeringen bij pensionering en in geval van vroegtijdig overlijden voor de einddatum, worden gefinancierd door trimestriële pensioentoeelagen die door de onderneming ten gunste van de aangeslotene gestort worden aan de pensioeninstelling. De R.S.Z. wordt belast met de inning van deze pensioentoeelagen.

De pensioentoeelage met betrekking tot een bepaald trimester zal voor iedere aangeslotene die tijdens dat trimester tewerkgesteld was, gelijk zijn aan 0,2297 % van het aan de RSZ onderworpen loon, met een minimum van 57,41 EUR voor dat trimester.

Voor arbeiders wordt het aan de RSZ onderworpen loon vermenigvuldigd met 108 %.

In het loonpercentage en in het bedrag van 57,41 EUR zijn alle beheerskosten voor het sectorale pensioenstelsel inbegrepen.

Bij uittreding zal nog een pensioentoeelage verschuldigd zijn in verhouding tot het loon tijdens het laatste trimester.

4.2 De aanwending van de pensioentoeelage

De pensioentoeelage wordt voor iedere aangeslotene op een individuele pensioenrekening gestort.

De oprenting gebeurt:

- vanaf de 7^{de} maand na het trimester waarop de pensioentoeelagen betrekking hebben;
- tot op de eerste dag van de maand waarop de uitbetaling van het aanvullend pensioen moet gebeuren;
- of tot op de eerste dag van de maand waarin de aangeslotene overlijdt.

4.3 Het rendement

De pensioenrekening ontvangt een door de pensioeninstelling gewaarborgd rendement.

Bij uit dienst treden of bij de uitbetaling naar aanleiding van het overlijden of het pensioen zal het uitgekeerde bedrag gebaseerd zijn op een rendement dat minstens gelijk is aan het rendement dat vereist is in uitvoering van artikel 24 van de wet betreffende de aanvullende pensioenen.

4.4 Winstdeelname

De pensioeninstelling kan overgaan tot het toekennen van een winstdeelname. Deze winstdeelname zal op de individuele pensioenrekening gestort worden

4.5 Uitbetaling

De pensioeninstelling zal de voorziene bedragen zo snel mogelijk uitbetalen.

Indien de pensioeninstelling nog niet beschikt over alle gegevens die nodig zijn om het juiste bedrag uit te betalen, zal er een voorschot betaald worden op de 25^{ste} van de maand die volgt op de normale betalingsdatum of op de maand waarop de aangeslotene of de begunstigde zijn volledig dossier ingediend heeft. Het resterende saldo zal uiterlijk in het laatste trimester van het volgende jaar uitbetaald worden.

5 Uitkering op de einddatum

5.1 De normale einddatum

De einddatum waarop het bedrag dat op de pensioenrekening opgebouwd werd opeisbaar is en kan omgezet worden in een rente, wordt vastgesteld op de eerste dag van de maand die volgt op de 65ste verjaardag van de aangeslotene.

5.2 Blijven werken na 65 jaar (verdaging van de einddatum)

Indien de actieve aangeslotene in dienst is van een onderneming na de normale einddatum van 65 jaar, blijft de pensioentoeelage verschuldigd zo lang hij in dienst blijft, en er wordt een nieuwe einddatum vastgesteld door de eerdere einddatum telkens met 1 jaar te verlengen.

De aangeslotene zal dan de uitkering van zijn pensioenrekening bekomen

- wanneer hij zijn wettelijk pensioen opneemt
- of wanneer zijn arbeidsovereenkomst met de onderneming beëindigd wordt

Voor de aangeslotene die uitgetreden is voor de normale einddatum en zijn verworven reserve bij de pensioeninstelling gelaten heeft (de slaper), gebeurt de uitkering steeds op de normale einddatum, onafhankelijk van het feit of hij al dan niet blijven werken is na die datum.

5.3 Vervroegde uitkering

De aangeslotene kan de vervoegde uitkering van de pensioenrechten ten vroegste vanaf de leeftijd van 60 jaar bekomen :

- op de ingangsdatum van zijn wettelijk pensioen
- of bij brugpensioen.

De vervroegde uitkering brengt het verval van het recht op een uitkering bij overlijden vóór de einddatum mee.

6 Uitkering in geval van overlijden voor de einddatum

Wanneer een aangeslotene overlijdt, heeft de begunstigde recht op de op het ogenblik van het overlijden opgebouwde waarde op de individuele pensioenrekening.

7 Verworven rechten van de aangeslotene op de reserves

De reserves die opgebouwd zijn op de individuele rekeningen, zijn verworven door de aangeslotene indien minstens gedurende vier opeenvolgende trimesters bijdragen betaald werden aan het sectoraal pensioenstelsel.

Een aangeslotene die de vereffening van zijn verzekerde bedragen heeft verkregen en die nadien opnieuw wordt aangesloten, wordt als een nieuwe aangeslotene beschouwd.

Een aangeslotene die ervoor gekozen heeft zijn verworven reserves over te dragen naar een andere pensioeninstelling en die nadien opnieuw wordt aangesloten, wordt eveneens als een nieuwe aangeslotene beschouwd.

De pensioenrekening kan niet in pand gegeven worden, en de begunstiging ervan kan niet overgedragen worden. Er kan geen voorschot op toegekend worden.

8 De aangeslotene verlaat de sector vóór de einddatum

De uittreding wordt geacht te hebben plaatsgevonden bij de beëindiging van de arbeidsovereenkomst met een onderneming die onderworpen is aan dit pensioenreglement. tenzij de aangeslotene binnen de twee trimesters het werk hervat bij een andere onderneming waarop dit pensioenreglement van toepassing is.

Wanneer het arbeidscontract van de aangeslotene beëindigd wordt om een andere reden dan het overlijden of het bereiken van de einddatum, en hij niet binnen de twee trimesters het werk hervat bij een onderneming waarop dit pensioenreglement van toepassing is, heeft de aangeslotene de keuze tussen de volgende mogelijkheden, voor zover hij rechten kan opeisen op de reserves:

- a. hetzij de verworven reserve zonder wijziging van de pensioenbelofte laten bij de pensioeninstelling en op de einddatum of bij overlijden een kapitaal ontvangen;
- b. hetzij de verworven reserve overdragen naar de pensioeninstelling van de nieuwe werkgever waarmee hij een arbeidscontract sloot, indien hij aan de pensioentoezegging van die nieuwe werkgever aangesloten wordt;
- c. hetzij de verworven reserve overdragen naar een andere pensioeninstelling die de totaliteit van haar winsten proportioneel met de reserves verdeelt onder de aangeslotenen, en die de kosten beperkt als gevolg van de regels bepaald door het koninklijk besluit van 14 november 2003 betreffende de toekenning van buitenwettelijke voordelen aan werknemers en aan bedrijfsleiders.

Indien de aangeslotene geen expliciete keuze maakt binnen de dertig dagen, wordt hij verondersteld gekozen te hebben voor het behoud van zijn reserves bij de pensioeninstelling zonder wijziging van de pensioenbelofte (punt a. hier voor).

9 De manier van uitkeren

De begunstigde(n) kan (kunnen) evenwel vragen om het kapitaal dat aan hem(n) toekomt, om te vormen in een lijfrente. De hoogte van de lijfrente wordt bepaald op basis van de op het moment van

de omzetting door de pensioeninstelling gehanteerde tarieven. Een keuze voor een vereffening als lijfrente moet uiterlijk een maand voor de datum waarop de uitkering aanvangt schriftelijk door de begunstigde aan de pensioeninstelling meegedeeld worden.

Het kan volgens de keuze van de begunstigde gaan om een lijfrente die enkel aan hem betaald wordt, of om een lijfrente die in geval van overlijden van de begunstigde overdraagbaar is op de overlevende echtgeno(o)t(e) of op de partner waarmee hij wettelijk samenwoont. De rente kan geherwaardeerd worden.

De renten worden in maandelijkse delen betaald op de laatste dag van elke maand, tot en met de laatste vervaldag die voorafgaat aan het overlijden van de begunstigde(n).

Wanneer de lijfrente lager is dan 500 EUR per jaar, wordt het pensioenkapitaal uitgekeerd en heeft de begunstigde geen optie tot omzetting in lijfrente. Wanneer het jaarbedrag van de rente gelegen is tussen 500 en 800,01 EUR, dan wordt ze niet maandelijks betaald, maar in vier gelijke delen op het einde van ieder trimester. De in deze paragraaf vermelde drempels worden geïndexeerd volgens de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist geïndexeerd worden, met als basis 1 januari 2004.

10 Begunstigden

10.1 De begunstigde van de uitkering op de einddatum

Indien de aangeslotene in leven is op de einddatum, wordt het kapitaal uitgekeerd aan de aangeslotene zelf.

10.2 De begunstigde van de uitkering bij overlijden

Indien de aangeslotene overlijdt vóór de einddatum, wordt de voorziene uitkering bij overlijden uitgekeerd aan de begunstigde(n) op basis van de volgende voorrangsorte:

- De echtgeno(o)t(e) van de aangeslotene voor zo ver die niet gerechtelijk van tafel en bed of feitelijk gescheiden is, of die zich niet in aanleg tot scheiding van tafel en bed of echtscheiding bevindt. De echtgenoten worden geacht feitelijk gescheiden te zijn wanneer uit de bevolkingsregisters blijkt dat zij een verschillende woonplaats hebben;
- Bij ontstentenis, de persoon die wettelijk samenwoont met de aangeslotene in de zin van artikel 1475 tot 1479 van het Burgerlijk Wetboek, en die geen bloedverwant is van de aangeslotene;
- Bij ontstentenis de kinderen van de aangeslotene, of bij plaatsvervulling, hun nakomelingen;
- Bij ontstentenis de door de aangeslotene per aangetekend schrijven aangeduide perso(o)n(en), waarbij de laatst verstuurd aangetekende brief rechtsgeldig is;
- Bij ontstentenis de ouders van de aangeslotenen. Bij overlijden van één van hen komt het kapitaal toe aan de langstlevende;
- Bij ontstentenis de broers en zusters van de aangeslotene, bij plaatsvervulling hun kinderen;
- Bij ontstentenis de wettelijke erfgenamen van de aangeslotene, met uitsluiting van de staat;
- Bij ontstentenis het financieringsfonds

Indien er meerdere begunstigden zijn, wordt het voorziene kapitaal in gelijke delen onder hen verdeeld,

In geval de aangeslotene en de begunstigde overlijden zonder dat de volgorde van overlijden kan bepaald worden, wordt het kapitaal overlijden uitgekeerd aan de plaatsvervanger(s) van de begunstigde(n).

11 Gevolgen van het niet betalen van de pensioentoeelagen

De RSZ zal de verschuldigde pensioentoeelagen via de inrichter aan de pensioeninstelling overmaken.

De pensioeninstelling zal iedere aangeslotene uiterlijk binnen de 3 maanden volgend op de datum waarop zij kennis kreeg van de betalingsachterstand door middel van een op zijn persoonlijk adres gestuurde brief op de hoogte brengen.

12 Informatie

12.1 Het pensioenreglement

De tekst van het pensioenreglement is beschikbaar op de website van de pensioeninstelling.

12.2 De pensioenfiche

Ieder jaar brengt de pensioeninstelling elke aangeslotene door middel van een pensioenfiche op de hoogte van

- het bedrag van de pensioentoeelagen,
- de verworven reserve,
- de datum van opeisbaarheid,
- het bedrag van de verworven reserve van het afgelopen jaar.

12.3 Beheersverslag

De pensioeninstelling stelt jaarlijks een verslag over het beheer van de pensioentoezegging ter beschikking van de aangeslotenen, via de website. Daarin is onder meer de volgende informatie opgenomen:

- de wijze van financiering van de pensioentoezegging en de structurele wijzigingen in die financiering;
- de beleggingsstrategie op lange en korte termijn en de mate waarin daarbij rekening wordt gehouden met sociale, ethische en leefmilieuaspecten;
- het rendement van de beleggingen en de kostenstructuur;
- de verdeling van de winst.

13 Financieringsfonds

Het financieringsfonds wordt beheerd door de pensioeninstelling en ontvangt hetzelfde globaal rendement (prorata temporis) dat aan de wiskundige reserves toegekend wordt.

Het fonds wordt gefinancierd door :

- de pensioentoeelagen die door de RSZ via de inrichter aan de pensioeninstelling overgemaakt worden, en die nog niet op de individuele pensioenrekening gebracht werden
- de reserves waarop de aangeslotene geen aanspraak kan maken
- de kapitalen overlijden waarvan het financieringsfonds de begunstigde is.

De pensioeninstelling bezorgt jaarlijks een verslag van het beheer van het financieringsfonds aan de inrichter, met daarin alle financiële bewegingen, hun valutadatum en hun reden.

Binnen de wettelijke mogelijkheden beslist de inrichter over de bestemming van het financieringsfonds. Het fonds is bestemd voor de aangeslotenen en/of zijn begunstigten en zijn tegoeden mogen nooit, zelfs niet gedeeltelijk, teruggestort worden aan de inrichter.

Indien de in het financieringsfonds aanwezige gelden niet volstaan om het verschil te financieren tussen enerzijds de door de RSZ doorgestorte sommen en anderzijds de kost van de pensioenrechten die op de individuele pensioenrekening moeten gebracht worden in functie van de loon- en tewerkstellingsgegevens, zal het netto bedrag dat op de individuele pensioenrekeningen gestort en gekapitaliseerd wordt, verlaagd worden teneinde voldoende fondsen te creëren in het financieringsfonds.

14 Toepassing van de wet tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer

De inrichter verstrekt een aantal persoonsgegevens aan de pensioeninstelling om het sectorale pensioenstelsel te beheren. De pensioeninstelling behandelt deze gegevens vertrouwelijk. Ze mogen uitsluitend gebruikt worden voor het beheer van het sectorale pensioenstelsel, met uitsluiting van elk ander al dan niet commercieel oogmerk.

Iedere persoon van wie persoonlijke gegevens bewaard worden, heeft het recht om inzage en verbetering ervan te verkrijgen. Hij moet zich in dat geval schriftelijk tot de pensioeninstelling richten, en daarbij een kopie van zijn identiteitskaart voegen.

15 Wijziging van dit reglement

Dit pensioenreglement kan gewijzigd of stopgezet worden door een collectieve arbeidsovereenkomst die in het bevoegde paritaire comité gesloten wordt.

16 Geschillen en toepasselijk recht

Het Belgische recht is van toepassing op dit reglement. Gebeurlijke geschillen tussen de partijen in verband ermee behoren tot de bevoegdheid van de Belgische rechtbanken.

Verklaring : buiten toepassingsgebied

Ik ondergetekende,

Naam :

Hoedanigheid :

Gemachtigde om de onderneming

Naam :

Maatschappelijke zetel :
.....
.....

Ondernemingsnummer :

te vertegenwoordigen,

verklaar bij deze, naar aanleiding van het evenement van buiten het toepassingsgebied te vallen van de sectorale collectieve arbeidsovereenkomst van 5 augustus 2010 tot invoering van een aanvullend sectoraal pensioenstelsel voor de bedienden van de scheikundige nijverheid.

Ik verklaar op eer dat alle bedienden van de onderneming onderworpen zijn aan een pensioentoezegging op 1/1/2011 waarbij voor een voltijds tewerkgestelde aangeslotene

- o de verworven reserves van het ondernemingsstelsel na 15 jaar aansluiting minstens gelijk zijn aan de verwachte verworven reserves van het sectorstelsel rekening houdend met een bijdrage van 57,41 Euro per kwartaal, een rendement van 3,25 % per jaar en met de in het sectorstelsel aangerekende beheerskosten, en
- o het pensioenkapitaal van het ondernemingsstelsel op eindleeftijd minstens gelijk is aan het verwachte pensioenkapitaal van het sectorstelsel rekening houdend met een bijdrage van 57,41 Euro per kwartaal, een rendement van 3,25 % per jaar en met de in het sectorstelsel aangerekende beheerskosten.

Het bewijs van de pensioeninstelling wordt gegeven door middel van een attest van de bevoegde actuaris van de pensioeninstelling die het pensioenstelsel van de bedienden beheert.

De onderneming gaat akkoord om op eenvoudig verzoek van het Fonds voor bestaanszekerheid voor het sectoraal pensioenstelsel voor de bedienden van de scheikundige nijverheid alle gegevens over te maken die deze nodig acht om de juistheid van de geattesteerde gegevens te controleren.

Gedaan teop.....

Handtekening

Terug te sturen per aangetekend schrijven vóór 1 november 2010 aan het Fonds voor bestaanszekerheid voor het sectoraal pensioenstelsel voor de bediende van de scheikundige nijverheid per adres: Auguste Reyerslaan 80, 2^{de} Verdieping, 1030 Brussel. De datum van de poststempel geldt als bewijs.

Attest van de actuaris van de pensioeninstelling

Ik, ondergetekende

Actuaris, in overeenstemming met de voorwaarden van artikel 42 van het KB van 12 januari 2007 met betrekking tot het prudentieel toezicht op de instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening,

Naam :

Actuaris van de onderneming/het pensioenfonds

Naam :

Maatschappelijke zetel :

.....
.....

Attesteer dat :

De onderneming

met het KBO nummer

1. een pensioenstelsel financiert bij de pensioeninstelling met CBFA nummer
2. dit aanvullend pensioenstelsel voldoet aan de bepalingen van art. 2 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 5 augustus 2010 tot invoering van een aanvullend sectoraal pensioenstelsel voor de bedienden van de scheikundige nijverheid, met betrekking tot de voorwaarden om buiten het toepassingsgebied van de cao te blijven.

Dit blijkt uit mijn bijgevoegde berekeningen die de gelijkwaarheid staven.

Opgemaakt te op

Handtekening

Art 2 van de genoemde cao voorziet :

2.1

Deze CAO is van toepassing op de Werkgevers en de Bedienden met uitzondering van de Werkgevers en de Bedienden waarvan sprake in de artikelen 2.2. hieronder.

2.2.

Deze CAO is niet van toepassing op de Werkgevers en hun Bedienden die ...aantonen dat op 1 januari 2011, alle Bedienden die geïmplementeerd worden door het Aanvullend Sectoraal Pensioenstelsel, onderworpen zijn aan één of meerdere ondernemingspensioenstelsels die gelijkwaardig of beter zijn dan het Aanvullend Sectoraal Pensioenstelsel.

De gelijkwaardigheid wordt als volgt getoetst:

- *De gelijkwaardigheid wordt getoetst per Onderneming.*
- *De gelijkwaardigheid wordt getoetst op het niveau van het pensioenreglement.*
- *De gelijkwaardigheid wordt getoetst door voor een voltijds tewerkgestelde aangeslotene:*
 - *de verwachte verworven reserves van het Ondernemingspensioenstelsel na 15 jaar aansluiting te vergelijken met de verwachte verworven reserves van het Aanvullend Sectoraal Pensioenstelsel rekening houdend met een bijdrage van 57,41 euro per kwartaal, een rendement van 3,25 % per jaar en de in het Aanvullend Sectoraal Pensioenstelsel aangerekende beheerskosten, en*
 - *het verwachte pensioenkapitaal van het Ondernemingspensioenstelsel op eindleeftijd te vergelijken met het verwachte pensioenkapitaal van het Aanvullend Sectoraal Pensioenstelsel rekening houdend met een bijdrage van 57,41 euro per kwartaal, een rendement van 3,25 % per jaar en de in het Aanvullend Sectoraal Pensioenstelsel aangerekende beheerskosten.*

De gelijkwaardigheid wordt uitsluitend getoetst aan de hand van de hierboven gedefinieerde criteria, met uitsluiting van alle andere mogelijke toetsingsgronden (zoals bijvoorbeeld verschillen wat betreft minimale aansluitingsleeftijd, minimale duur voor het verkrijgen van verworven rechten, ...).

Artikel 3 van het pensioenreglement voorziet dat de aansluiting verplicht is voor alle werknemers die zijn tewerkgesteld met een arbeidsovereenkomst bij een werkgever

Worden evenwel uitgesloten:

- *Werknemers met een arbeidsovereenkomst voor uitzendarbeid, zoals geregeld door hoofdstuk II van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers;*
- *Werknemers met een arbeidsovereenkomst die gesloten werd in het kader van een speciaal door of met steun van de overheid gevoerd opleidings-, arbeidsinpassings- en omscholingsprogramma.*
- *Werknemers met vakantie-, studenten- en IBO-contracten (individuele beroepsopleiding).*

Verklaring : buiten toepassingsgebied

Ik ondergetekende,

Naam :

Hoedanigheid :

Gemachtigde om de onderneming

Naam :

Maatschappelijke zetel :

.....

Ondernemingsnummer :

te vertegenwoordigen,

verklaar bij deze buiten het toepassingsgebied te vallen van de sectorale collectieve arbeidsovereenkomst van 5 augustus 2010 tot invoering van een aanvullend sectoraal pensioenstelsel voor de bedienden van de scheikundige nijverheid.

Ik verklaar op eer dat alle bedienden van de onderneming onderworpen zijn aan een pensioentoezegging op waarbij voor een voltijds tewerkgestelde aangeslotene

- o de verworven reserves van het ondernemingsstelsel na 15 jaar aansluiting minstens gelijk zijn aan de verwachte verworven reserves van het sectorstelsel rekening houdend met een bijdrage van 57,41 Euro per kwartaal, een rendement van 3,25 % per jaar en met de in het sectorstelsel aangerekende beheerskosten, en
- o het pensioenkapitaal van het ondernemingsstelsel op eindleeftijd minstens gelijk is aan het verwachte pensioenkapitaal van het sectorstelsel rekening houdend met een bijdrage van 57,41 Euro per kwartaal, een rendement van 3,25 % per jaar en met de in het sectorstelsel aangerekende beheerskosten.

Het bewijs van de pensioeninstelling wordt gegeven door middel van een attest van de bevoegde actuaris van de pensioeninstelling die het pensioenstelsel van de bedienden beheert.

De onderneming gaat akkoord om op eenvoudig verzoek van het "Fonds voor bestaanszekerheid voor het sectoraal pensioenstelsel voor de bedienden van de scheikundige nijverheid" alle gegevens over te maken die deze nodig acht om de juistheid van de geattesteerde gegevens te (laten) controleren.

Gedaan te op

Handtekening

Terug te sturen per aangetekend schrijven aan het Fonds voor bestaanszekerheid voor het sectoraal pensioenstelsel voor de bedienden van de scheikundige nijverheid per adres : Auguste Reyerslaan 80, 2^{de} Verdieping, 1030 Brussel. De datum van de poststempel geldt als bewijs.

Attest van de actuaris van de pensioeninstelling

Ik, ondergetekende

Actuaris, in overeenstemming met de voorwaarden van artikel 42 van het KB van 12 januari 2007 met betrekking tot het prudentieel toezicht op de instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening,

Naam :

Actuaris van de onderneming/het pensioenfonds

Naam :

Maatschappelijke zetel :

.....
.....

Attesteer dat :

De onderneming

met het KBO nummer

1. een pensioenstelsel financiert bij de pensioeninstelling met
CBFA nummer

2. dit aanvullend pensioenstelsel voldoet aan de bepalingen van art. 2 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 5 augustus 2010 tot invoering van een aanvullend sectoraal pensioenstelsel voor de bedienden van de scheikundige nijverheid, met betrekking tot de voorwaarden om buiten het toepassingsgebied van de cao te blijven.

Dit blijkt uit mijn bijgevoegde berekeningen die de gelijkwaarheid staven.

Opgemaakt te op

Handtekening

Art 2 van de genoemde cao voorziet :

Artikel 2 Toepassingsgebied

2.1.

Deze CAO is van toepassing op de Werkgevers en de Bedienden met uitzondering van de Werkgevers en de Bedienden waarvan sprake in de artikelen 2.2. en 2.3. hieronder.

2.2.

Deze CAO is niet van toepassing op de Werkgevers en hun Bedienden dieaantonen dat..... alle Bedienden die geïsoleerd worden door het Aanvullend Sectoraal Pensioenstelsel, onderworpen zijn aan één of meerdere ondernemingspensioenstelsels die gelijkwaardig of beter zijn dan het Aanvullend Sectoraal Pensioenstelsel.

De gelijkwaardigheid wordt als volgt getoetst:

- *De gelijkwaardigheid wordt getoetst per Onderneming.*
- *De gelijkwaardigheid wordt getoetst op het niveau van het pensioenreglement.*
- *De gelijkwaardigheid wordt getoetst door voor een voltijds tewerkgestelde aangeslotene:*
 - *de verwachte verworven reserves van het Ondernemingspensioenstelsel na 15 jaar aansluiting te vergelijken met de verwachte verworven reserves van het Aanvullend Sectoraal Pensioenstelsel rekening houdend met een bijdrage van 57,41 euro per kwartaal, een rendement van 3,25 % per jaar en de in het Aanvullend Sectoraal Pensioenstelsel aangerekende beheerskosten, en*
 - *het verwachte pensioenkapitaal van het Ondernemingspensioenstelsel op eindleeftijd te vergelijken met het verwachte pensioenkapitaal van het Aanvullend Sectoraal Pensioenstelsel rekening houdend met een bijdrage van 57,41 euro per kwartaal, een rendement van 3,25 % per jaar en de in het Aanvullend Sectoraal Pensioenstelsel aangerekende beheerskosten.*

De gelijkwaardigheid wordt uitsluitend getoetst aan de hand van de hierboven gedefinieerde criteria, met uitsluiting van alle andere mogelijke toetsingsgronden (zoals bijvoorbeeld verschillen wat betreft minimale aansluitingsleeftijd, minimale duur voor het verkrijgen van verworven rechten, ...).

2.3.

Deze CAO is ook niet van toepassing op Werkgevers:

- *die na 1 november 2010 worden opgericht als (gezamenlijke) dochtervennootschap of ontstaan ten gevolge van herstructurerings, fusies, splitsingen of overnames, en waarbij een onderdeel of een zusteronderneming reeds voor dit evenement niet onder het toepassingsgebied van de CAO viel. Voor de toepassing van dit artikel worden de termen "herstructurerings, fusies, splitsingen of overnames" ruim geïnterpreteerd.; en,*
- *die op de in artikel 3 van deze CAO voorziene wijze aantonen dat alle Bedienden die geïsoleerd worden door het Aanvullend Sectoraal Pensioenstelsel, onderworpen zijn aan één of meerdere ondernemingspensioenstelsels die gelijkwaardig of beter zijn dan het Aanvullend Sectoraal Pensioenstelsel.*

De gelijkwaardigheid wordt getoetst op dezelfde wijze als onder artikel 2.2.

Artikel 3 van het pensioenreglement voorziet dat de aansluiting verplicht is voor alle werknemers die zijn tewerkgesteld met een arbeidsovereenkomst bij een werkgever

Worden evenwel uitgesloten:

- Werknemers met een arbeidsovereenkomst voor uitzendarbeid, zoals geregeld door hoofdstuk II van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers;
- Werknemers met een arbeidsovereenkomst die gesloten werd in het kader van een speciaal door of met steun van de overheid gevoerd opleidings-, arbeidsinpassings- en omscholingsprogramma.
- Werknemers met vakantie-, studenten- en IBO-contracten (individuele beroepsopleiding).